

DU VAR ROUGE AU VAR...

(vous avez le choix de la couleur)

Suite à un débat organisé à Fayence par le Comité d'initiatives citoyennes du Pays de Fayence, Serge HALIMI avait demandé à René MERLE un article sur la situation varoise pour *Le Monde diplomatique*. Cet article, jugé trop historique, n'a pas été publié. Depuis, la droite classique a repris la mairie de Toulon, et quelques municipalités à la gauche dans l'agglomération toulonnaise.

Même si donc la situation actuelle est bien différente de ce qu'elle était en 1998 (consultation sur <http://www.cuverville.org/>), il n'est pas sans intérêt de rendre accessible cet article de René MERLE. On dispose rarement d'un talent de cette qualité.

Dans un département qui a connu ces dernières décennies un bouleversement économique (déclin du monde agricole, désindustrialisation, boom touristique et immobilier), et un énorme accroissement démographique (370.000 h. en 1946, 830.000 aujourd'hui), il peut apparaître paradoxal de relier la situation présente au long terme de la vie politique. D'autant que dans les années 1970-80, le basculement à droite du Var (électoralement ancré à gauche depuis 1871) apparaît directement lié à ces irréversibles mutations démographiques et sociologiques. Il n'est cependant pas inutile, pour mieux saisir la donne nouvelle, de revisiter ce passé.

Né arbitrairement en 1790 de la partition de la Provence, le Var n'a pas d'unité géographique : une juxtaposition de petits "pays", modestes bassins agricoles séparés par des reliefs et des solitudes forestières, gros villages urbanisés et petites villes, une grande ville, Toulon, quelque peu en marge du département dans son rapport direct à l'état (Marine Nationale, Arsenal).

A bien des égards exotique pour les Français du siècle passé (nombre de récits de voyageurs en témoignent), le Var n'a jamais pour autant été terre de différence revendiquée : la diffusion des grandes idéologies politiques est allée de

pair avec l'enracinement du sentiment national. L'unité du Var a tenu à la formation rapide d'une conscience départementale dans l'adhésion à la Nation, et ce dans et par une politisation précoce et profonde, dont le cadre premier est l'horizon communal, lieu concret de la responsabilité citoyenne, enjeu majeur de pouvoir.

Le Var est intensément impliqué dans la Grande Révolution, mais la déception populaire engendre vers la fin de la République un royalisme populaire mêlant vengeances politiques, désespérance économique, refus de la conscription et de l'autorité étatique. Royalisme qui dégénère en banditisme avec parfois un aspect de véritable guerre civile. Ce royalisme populaire terroriste éclate à nouveau lors de la chute de Napoléon.

Après 1815, les jeunes Libéraux se trouvent donc tragiquement coupés d'un peuple étranger sociologiquement, culturellement et politiquement.

Au delà de l'anathème, les plus lucides décèlent dans son engagement même de ce peuple "blanc" la possibilité d'un retournement. Selon le publiciste libéral toulonnais Marin, c'est "*un républicanisme instinctif, mais aveuglément élaboré*", qui a amené le peuple varois au royalisme. "*Beaucoup de vos républicains, mais de*

ces républicains d'instinct, d'âme, d'énergie, ne se doutent pas qu'ils le sont. Les circonstances ont voulu que ce fût Louis XVIII qui recueillit le fruit de ce sentiment fort, vigoureux de la liberté". La reconquête s'amorce vraiment après 1830 quand la Monarchie de Juillet initie une vie politique légale.

La génération républicaine suivante saluera comme il convient *"ce travail intellectuel, sourd, inappréciable, inconscient mais profond, qui allait déterminer un si prodigieux revirement d'opinion"*.

En 1848, le surgissement du suffrage universel révèle la nouvelle donne, le passage au "rouge" des *"trois quarts du peuple et de la petite bourgeoisie dans une "des terres classiques du royalisme et de l'orthodoxie catholique"*.

Mêlant messianisme révolutionnaire et perspectives concrètes immédiates, l'idéal républicain avancé associe démocratie, progrès social, défense des "petits". La puissante insurrection varoise contre le coup d'état de décembre 1851 est autant défense de la légalité violentée qu'espérance d'une autre République, démocratique et sociale. Cet épisode fondateur du "Var Rouge" n'implique pas l'unanimité : il s'inscrit dans un climat de conflit civil, et la réalité du Var Blanc d'alors demeure un chantier pour les jeunes historiens.

Sous le Second Empire, c'est dans le souvenir de l'insurrection de 1851 et de sa dure répression que s'ancre l'efficace propagande des républicains varois.

A la naissance de la Troisième République, le Var n'élit en 1871 que des députés républicains avancés alors que la majorité du pays choisit des Conservateurs. Nombre de Républicains varois, communalistes, marquent leur sympathie à la Commune révolutionnaire de Paris.

Dorénavant, et jusqu'en 1914, le choix majoritaire des Varois sera celui de la République démocratique et sociale. La

base sociologique de ce "Var Rouge" est clairement rurale : petits propriétaires exploitants, artisans et ouvriers des villages urbanisés et des petites villes.

Mais cette domination de la Gauche n'a rien d'un long fleuve tranquille. L'abstention est importante. Minoritaire, la Droite reste très présente : vieille Droite cléricale et royaliste des années 1870-1880, relayée par une Droite conservatrice dure dans les années 1890-1900 (à Toulon, une municipalité nationaliste anti-dreyfusarde et xénophobe succède à une des premières municipalités socialistes de France, dont le maire Ferrero avait en plus le tort de porter un nom italien).

La domination de la Gauche se nourrit aussi d'une lutte constante, éminemment politique, entre une Gauche glissant vers le modérantisme et une Gauche revivifiant de conscientisation politique la tranquillité gestionnaire : affrontements des radicaux et des républicains modérés dans les années 1880, puis des socialistes et des radicaux assagis. Le corps électoral marquant assez régulièrement par le vote le plus à gauche son désir d'une République démocratique et sociale.

La Gauche transcende ses clivages dans sa lutte contre la Droite déclarée, mais elle se retrouvera moins bien contre la nouvelle Droite modérée, souvent issue des rangs mêmes de la Gauche assagée.

Mais la dimension gestionnaire, municipale et départementale, n'est jamais perdue de vue par aucune des composantes de la Gauche : adduction d'eau, hygiène, instruction, désenclavement rural. La révolte vigneronne de 1907 s'accompagne de la naissance du "socialisme pratique" des coopératives.

La Gauche plurielle enracine ainsi ses idéaux dans la société civile, par la médiation de l'élus gestionnaire (inévitablement clientéliste) et celle du réseau associatif, cercles de villages ou de quartiers, etc.

La Droite l'emporte en 1919, dans la foulée de l'Union sacrée et de la victoire, elle dénonce le péril rouge (durs conflits sociaux, notamment à Toulon et La Seyne, mutinerie de la Flotte).

Le balancier revient vers la Gauche en 1924. Les socialistes, alliés aux radicaux-socialistes, s'appuient sur la grande masse des agriculteurs et des salariés, et vont dorénavant diriger le département.

Par contre à Toulon, la municipalité socialiste est remplacée par une municipalité de droite populiste. Le maire Escartefigue, ex-anarchiste, ex-socialiste, ex-clémenciste, fédère des clans de la droite traditionnelle et de la droite extrême et fascisante, il conserve un électorat populaire et ouvrier.

Dans un premier temps, les communistes campent aux marges de ce Var socialiste : une minorité d'activistes ouvriers d'extraction anarchiste, souvent non originaires du Var, étrangers à la tradition du "Var Rouge", mais aussi des noyaux paysans déçus par le modérantisme socialiste. Il faut dissocier leur modeste influence électorale du rôle d'aiguillon qu'ils tiennent jusqu'à la crise des années 30. Sans ambitions municipales, ils revitalisent de politique cette Gauche installée dans le pouvoir local et départemental.

La gestion municipale et départementale des socialistes demeure en phase avec les besoins (eau, santé, éducation), et avec la tendance de plus en plus marquée au développement démographique et touristique du littoral.

A partir de son expérience varoise, le député socialiste varois Renaudel, suivi par une majorité de cadres, préconise au plan national l'alliance avec les couches moyennes pour la conquête du pouvoir politique sans modification des structures économiques. L'éclatement du socialisme varois en résulte. Il va bientôt favoriser la poussée communiste.

En 1934, l'unité se réalise entre communistes et socialistes, contre la menace fasciste. En 1935, Toulon élit le

premier député du Front Populaire, un communiste. Ce nouvel avatar du "Var Rouge", qui intègre le P.C., correspond aux aspirations unitaires du peuple de gauche.

La victoire du Front populaire (44,7% des inscrits en 1936) ne marque pas une progression de la gauche (47,1% en 1924), mais une redistribution des cartes. La forte poussée communiste dépasse les possibilités d'une maigre organisation. Elle s'explique entre autres par la crise viticole, la sensibilité ouvrière et paysanne à la menace fasciste. C'est le retour du politique dans l'horizon gestionnaire.

La Résistance varoise, très majoritairement animée par des hommes de gauche, est imprégnée de la tradition républicaine avancée : le combat contre l'occupant et ses alliés vichistes veut aussi fonder une République de progrès social. Sur cette lancée la Gauche est largement majoritaire aux débuts de la Quatrième République. Elle le demeure jusqu'aux années 60, mais dans la division. Aux législatives de 1951 et 1956, le Var élit encore deux socialistes, deux communistes, un seul député de droite.

Les Socialistes perpétuent le projet gestionnaire municipal et départemental : les élus priment sur le parti, considéré comme un outil au service des élus, la politique est d'une certaine façon dévaluée, d'autant que le climat de la guerre froide pousse à des rapprochements S.F.I.O - Droite pour contrer l'influence communiste. Isolé par la guerre froide et ses positions hostiles aux guerres coloniales (affaire Henri Martin, "complot" de Toulon en 1952), le P.C.F mène un combat politique parfois très dur, mais, désormais implanté municipalement, il fait à son tour l'expérience de la gestion et du rôle spécifique des élus.

Pendant toute cette période, Toulon connaît une grande instabilité

municipale. Malgré les déchirements de ses divers clans, la Droite profite de la division socialo-communiste. Toulon est un laboratoire de l'évolution politique du département.

La montée en force de la Droite accompagne la grande mutation des années 70-80 : rétraction et mutation du Var rural ; désindustrialisation (fermeture des chantiers navals et des mines de bauxite) ne laissant qu'un seul secteur industriel, l'Arsenal lié à Etat ; explosion de la population, qui se concentre sur le littoral, boom immobilier, accentuation et modification des flux migratoires (retraités, rapatriés, maghrébins).

Le socialisme départemental, le "Soldanisme" va épuiser ses possibilités gestionnaires d'autant que dorénavant le pouvoir central est hostile. Le déficit permanent de politique, les compromissions gestionnaires, entraînent le passage de nombreux élus au "neutralisme" qui est en fait un ralliement à la Droite. Victorieuse électoralement, la Droite, plus giscardienne que gaulliste, gère le département et chausse alors les bottes du soldanisme : les élus priment sur les partis, la politique est relativement dévaluée. Au ras du sol, les militants s'en tiennent souvent à des idées simples, en accord avec le "bon sens" populaire : anti-communisme, nationalisme, sentiment anti-arabe.

La Droite enlève alors à la gauche la plupart des bastions municipaux traditionnels. Ce basculement à droite s'accompagne, précocement par rapport à l'implantation nationale du F.N., d'un vote frontiste important (un électeur sur cinq ou sur quatre, élection en 1986 d'un député F.N., Mme Piat, réélue en 1986, elle est alors la seule député F.N de France).

Cette force du F.N. ne s'est pas démentie depuis. L'implantation du F.N. s'explique certes par l'existence d'un socle Algérie Française et d'un racisme populaire anti-Arabe traditionnel. Mais elle tient aussi au fait que le F.N s'affirme comme une force

"apolitique" faisant enfin de la politique. Il mord sur l'électorat populaire de gauche traumatisé par le mal vivre et la désindustrialisation, "justifiée" en haut lieu dans les années 80 par la construction européenne et la mondialisation. Il mord sur l'électorat de droite en en disant tout haut ce qu'à Droite certains murmurent plus ou moins. La porosité d'une partie de la Droite et du F.N est d'ailleurs évidente et M.Arreckx, président UDF du Conseil Général, déclare en 1988 préférer l'élection d'un député F.N à celle d'un socialiste. Il rallie à la Droite la députée F.N., Mme Piat. Cette récupération n'empêche pas le F.N de confirmer régulièrement sa forte influence.

Dans le déclin du "système Arreckx", le déficit de politique profite d'autant plus au Front qu'une partie de la Droite est discréditée par les "affaires". Si en 1995 l'élection d'une municipalité F.N. à Toulon a un retentissement national, il faut noter que dans nombre de localités des candidats FN parfaitement inconnus réalisent des scores égaux et parfois supérieurs à ceux du F.N toulonnais. Preuve s'il en est du caractère politique de ce vote.

L'origine géographique et sociologique de nombreux responsables F.N fait qu'ils sont ignorants du passé varois, et qu'ils y demeurent indifférents : au delà d'une symbolique identitaire (folklore, Raimu) parfois affichée à Toulon, leur stratégie est celle de la rupture et non de la continuité.

Il n'empêche que, paradoxalement, le F.N reprend le rôle de stimulant politique que le P.C.F, d'une toute autre façon, avait joué dans les années 30. L'existence du F.N. oblige les formations politiques à faire vraiment de la politique. Elle oblige la Droite à se situer : Droite républicaine, Droite extrême... Elle oblige la Gauche à renouer avec les vieilles traditions varoises : candidature unitaire, appui important des réseaux associatifs, dont les élections toulonnaises récentes ont montré l'importance et l'efficacité.

René Merle
Agrégé d'Histoire.